

Vers la généralisation de l'enseignement privé

Michel Jadé

La nouvelle et n^{ième} réforme de l'enseignement primaire confirme les choix éducatifs du gouvernement depuis l'élection de Sarkozy. Pas de surprise : l'orientation libérale de la politique de la droite se retrouve en tout point dans les décisions prises pour transformer le service public d'éducation en un service d'intérêt général, c'est ainsi qu'ils sont désignés pudiquement dans le traité de Lisbonne, ce qui signifie transférer au privé la gestion des services qui échappaient jusqu'à présent au secteur marchand. Quels sont les indicateurs qui confirment cette orientation ?

Tout d'abord, la suppression de la carte scolaire : ainsi les parents, disons ceux qui en ont les moyens, pourront faire leur marché et choisir librement l'école qui leur paraît la plus performante. Tant pis pour les autres qui resteront entre eux dans des établissements « poubelles » c'est bien le terme qui convient à partir du moment où un tri « sélectif » aura ainsi été opéré.

Ensuite, les nouveaux programmes : en rendant publics les résultats aux tests de CE1 et CM2 « on » renforce cette politique élitiste, « on » confirme ainsi aux yeux de la population qu'il y a bien des écoles qui réussissent mieux que d'autres . Il s'agit du dévoilement d'une procédure d'évaluation interne aux écoles mise en place depuis quelques décennies qui permettait aux professeurs d'élaborer des stratégies éducatives appropriées pour combler les lacunes de leurs élèves. En la livrant en pâture à l'opinion publique on la transforme en outil ségrégatif tout comme la publication des résultats des lycées au BAC d'ailleurs... Bien entendu « on » prendra

la précaution de dire que des facteurs de pondération doivent être pris en compte, entre autres l'origine socioculturelle des familles, mais qu'en retiendront en définitive les parents informés ? Qu'il ne faut surtout pas inscrire ses propres enfants dans ces écoles sous peine de les pénaliser à vie.

Enfin, le fait de réduire la durée d'enseignement tout en alourdissant les contenus va bien évidemment se traduire par un appauvrissement culturel de l'enseignement : c'est tout l'esprit des savoirs minimums qui sont préconisés, non pas qu'il ne faille pas les acquérir mais éduquer des enfants c'est aussi leur apprendre à communiquer, à apprécier des œuvres d'art, à mener ensemble des projets... et pas seulement à mémoriser des connaissances. Il s'agit d'une régression qui profitera une fois encore aux enfants dont les familles pourront compléter cette instruction de base par des activités culturelles complémentaires indispensables, en dehors de l'école et en ayant recours au secteur marchand bien entendu. Quant aux autres on les assignera à des actions de soutien pendant les vacances dont ils ont pourtant autant besoin que leurs camarades mieux nantis...

Mais peut-on en vouloir aux parents qui le peuvent de souhaiter pour leurs propres enfants une éducation la meilleure possible ? Bien sûr que non, sauf que ce « libre choix » de l'école est un leurre parce qu'en définitive, face à l'afflux probable de demandes, ce seront les responsables des établissements d'enseignement qui choisiront leurs élèves. Ce qui est déjà le cas, légalement dans le privé et de façon plus occulte pour les établissements publics huppés. La règle prévalant pour le privé deviendra donc celle de l'école républicaine.

Ce système libéral oublie une dimension essentielle de l'éducation nationale : former des citoyens solidaires et respectueux des différences. En triant les enfants dès l'école primaire au lieu de leur apprendre à vivre ensemble on confirme qu'il y a bien dans notre société des citoyens « plus égaux que les autres ». Comment s'étonner dans ces conditions que les jeunes cantonnés aux ghettos scolaires se considèrent comme des individus non désirables et, dans leur rage d'être ainsi traités, soient prêts à tous les excès pour s'en sortir ? Nous rendons-nous compte que nos beaux idéaux d'égalité et de fraternité sont en train de partir en lambeaux ? La solidarité n'est-elle plus qu'une valeur obsolète ?

En fin de compte, dans l'éducation comme dans la vie professionnelle la société voulue par Sarkozy transforme chaque citoyen en concurrent des autres, en exacerbant la réussite individuelle et le chacun pour soi, en valorisant une compétition permanente, une lutte sans merci dans laquelle seuls réussiront

ceux qui auront été les plus impitoyables, quels que soient les moyens mis en œuvre. Il s'agit sans doute de cette nouvelle civilisation chère au Président de la République...

Malheureusement j'ai bien peur que nous soyons engagés dans cette voie pour des décennies, la désagrégation du service public d'éducation en est un révélateur implacable, encore une fois il s'agit d'un choix de société et nous avons chacun une part de responsabilité au travers de la désignation des élus à qui nous confions la gouvernance de notre République, laïque et sociale comme le précise le préambule de notre constitution.